



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Pôle de la Protection des Populations
Service de la Protection Animale et de l'Environnement
Unité Protection de l'Environnement

Installation classée soumise
à autorisation n° 5671
Société TSI

ARRÊTÉ N° 2015-DDCSPP-195
Portant mise en demeure de la société TSI à Saint Florent sur Cher

La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, en particulier, ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'article R. 515-84 du code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des Installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : " Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage " ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 1990 autorisant la SARL Traitements de Surfaces Industriels (T.S.I.) à exploiter un atelier de galvanoplastie rue Fernand Léger, zone industrielle à Saint-Florent-sur-Cher ;

Vu le récépissé du 13 mars 2006 relatif à l'emploi de matières abrasives pour le décapage, activité réalisée à l'aide d'une installation de grenillage au corindon d'une puissance installée de 54 kW par la société T.S.I. ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010.1.1357 du 10 août 2010 fixant les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-DDCSPP-190 du 4 décembre 2012 prescrivant une surveillance pérenne, un programme d'actions et une étude technico-économique des rejets de l'établissement exploité par la société TSI dans le milieu aquatique, relatifs à l'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;

Vu le dossier de régularisation administrative du 10 février 2006 pour les installations de traitement de surface par voie sèche (métallisation par projection de métal fondu et grenillage au corindon) jugé non recevable par l'inspection des installations classées le 12 juin 2006 ;

Vu le dossier de régularisation administrative du 12 décembre 2006 pour les installations de traitement de surface par voie humide (traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique) jugé non recevable par l'inspection des installations classées le 21 mai 2007 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement daté du 26 octobre 2015, faisant suite à la visite d'inspection du site réalisée le 9 octobre 2015, transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 novembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 9 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'étude technique et la mise en place des dispositifs de protection contre la foudre n'ont pas été effectuées dans les 2 ans suivant l'élaboration de l'Analyse du Risque Foudre objet d'un rapport établi par la société APAVE le 6 février 2013 concluant à la nécessité de réaliser une étude technique pour le bâtiment « traitement électrolytique » ;
- l'absence de la mise en place des dispositifs contre la foudre ne permet pas un niveau de protection suffisant des installations dans le cas d'un impact foudre sur le bâtiment « traitement électrolytique » ;
- les résultats de la surveillance pérenne des rejets d'eaux usées industrielles, le plan d'action et l'étude technico-économique n'ont pas été transmis à la préfecture du Cher dans les délais impartis soit respectivement 3 mois, 6 mois et 18 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2012 susvisé ;
- la proposition comprenant la rubrique 3000 et le thème des conclusions sur les MTD n'a pas été transmis à la préfecture du Cher avant le 5 novembre 2013 malgré le courrier rappelant cette obligation de l'inspection des installations classées du 17 septembre 2013 et le courrier de relance du 19 novembre 2013 ;
- des quantités importantes de déchets dangereux sont entreposées sur le site depuis plus d'un an ;
- des quantités importantes de déchets dangereux ne sont pas stockées dans des conditions techniques garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances : bails usés, huiles usagées, stockés sans capacité de rétention ;
- les alarmes de point bas des rétentions des chaînes de traitement de surface ne sont pas en position opérationnelle et le test réalisé sur l'une d'entre elles n'a pas entraîné le déclenchement de la sirène et du gyrophare ;
- tous les produits dangereux liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols ne sont pas associés à une capacité de rétention ;
- les capacités de rétention ne sont pas réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (acides et bases sur la même capacité de rétention) ;
- la capacité de rétention d'une des fosses où sont implantées les cuves de la station de détoxification n'est pas étanche aux produits qu'elle pourrait contenir (présence de trous dans le fond) ;
- les cuves de traitement de surfaces ne portent pas toutes le nom des substances et préparations et les symboles de danger associés ;
- l'exploitant ne tient pas à jour un état indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 6-I, 6-II, 29, 11 et 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé,
- des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2012 susvisé,
- de l'article R.515-84 du code de l'environnement susvisé,
- de l'article 3-III-39° de l'arrêté préfectoral du 22 février 1990 susvisé,
- des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que ce manquement peut conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations et peut conduire à un impact important sur l'environnement en cas d'accident ou de pollution accidentelle ;

Considérant qu'il convient que l'exploitant remédie à ces non-conformités importantes et caractérisées ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Traitements de Surfaces Industriels (T.S.I.) de respecter les dispositions :

- des articles 6-I, 6-II, 29, 11 et 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé,
 - des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2012 susvisé,
 - de l'article R.515-84 du code de l'environnement susvisé,
 - de l'article 3-III-39° de l'arrêté préfectoral du 22 février 1990 susvisé,
 - des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRÊTE :

Article 1^{er}:

La société Traitements de Surfaces Industriels (T.S.I.), dont le siège social est situé rue Fernand Léger, zone industrielle sur la commune de SAINT FLORENT SUR CHER (18400) est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

« [...] Les capacités de rétention sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. [...]

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...] »

Article 6-II l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

« [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

– 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

– 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

– la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;

– dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;

– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

[...] »

Article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2012

« L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

| Nom du rejet | Substance | Code SANDRE | Périodicité | Durée de chaque prélèvement | LQ à atteindre (µg/L) |
|--------------------------|---|-----------------------|------------------------|---|-----------------------|
| Eaux usées industrielles | Octylphénols | 8600 = 1920 + 1959 | 1 mesure par trimestre | 24h représentatives du fonctionnement de l'installation | 0,1 |
| | Chlorure de méthylène (dichlorométhane) | 1168 | 1 mesure par trimestre | 24h représentatives du fonctionnement de l'installation | 5 |
| | Chrome et ses composés | 1389 | 1 mesure par trimestre | 24h représentatives du fonctionnement de l'installation | 5 |
| | Cuivre et ses composés | 1392 | 1 mesure par trimestre | 24h représentatives du fonctionnement de l'installation | 5 |
| | Zinc et ses composés | 1383 | 1 mesure par trimestre | 24h représentatives du fonctionnement de l'installation | 10 |

»

Article R.515-84 du code de l'environnement (Décret n° 2013-374 du 2 mai 2013, article 2)

« Sans préjudice de l'article R. 513-1, l'exploitant d'une installation visée aux articles R. 515-81 et R. 515-82 fait parvenir au préfet, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), les deux propositions prévues au II de l'article R. 515-59. »

À savoir, l'exploitant fera parvenir au Préfet une proposition comprenant la rubrique 3000 « principale » ainsi que le thème des conclusions sur les meilleures techniques disponibles « principales » de l'établissement. La motivation de cette proposition devra comprendre la liste de toutes les rubriques 3000 et toutes les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF qui concernent l'établissement.

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3-III-39° de l'arrêté préfectoral du 22 février 1990

« Le stockage des déchets sur site doit être fait dans des conditions techniques garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. [...] »

Article 29 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

« Les déchets sont éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement. [...] »

Article 11 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

« [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. »

Article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

« L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...] »

dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2012

« L'exploitant fournit au Préfet un programme d'actions dont la trame est jointe en annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2012 intégrant les substances listées dans le tableau ci-dessous :

| Nom du rejet | Substance | Code SANDRE |
|--------------------------|---|--------------------|
| Eaux usées industrielles | Octylphénols | 6600 = 1920 + 1959 |
| | Chlorure de méthylène (dichlorométhane) | 1168 |
| | Chrome et ses composés | 1389 |
| | Cuivre et ses composés | 1392 |
| | Zinc et ses composés | 1383 |

Les substances visées dans le tableau ci-dessus dont aucune possibilité de réduction accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre précis n'aura pu être présentée dans le programme d'actions devront faire l'objet d'une étude technico-économique dont la trame est jointe en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2012. »

Article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010

« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. »

Article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010

« L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. [...] Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de SAINT FLORENT SUR CHER.

Bourges, le 26 novembre 2015

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection de la population,

Signé

Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

